

Les points saillants

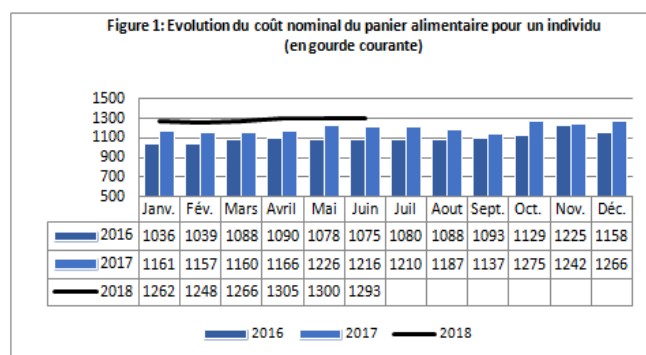
- Au cours du deuxième trimestre, la valeur du panier a augmenté d'environ 3 % par rapport au trimestre précédent et de 8 % par rapport au deuxième trimestre de l'année 2017. Cette hausse est surtout imputable à la hausse des prix du riz et du maïs importés et également de celui du riz local.
- Sur le marché international, on a observé une hausse du prix des produits alimentaires relativement importante par rapport à la même période de l'année dernière soit respectivement 30 % pour le riz et 18 % pour le blé.
- La situation de sécurité alimentaire entre juillet et septembre restera stable par rapport à la dernière classification (valable jusqu'en juin) à l'exception des zones HT08 (zone de littoral maïs, manioc et cueillette) et HT07 (haricot, banane et petit commerce) de la Grande 'Anse ainsi que HT02 (Tubercules et horticulture) du Nord-est qui étaient en crise (IPC phase 3) et qui évoluent en stress (IPC phase 2). Aussi, les zones de plaine rizicole de l'Artibonite (HT04) et Plaine Ouest bananière de l'Arcahaie (HT05) passent de la phase de stress à la phase minimale (IPC phase 1).
- Malgré l'amélioration de la situation de sécurité alimentaire dans les zones HT08, HT07 dans la Grand'Anse, HT02 dans le Nord'Est, HT04 dans l'Artibonite et HT05 il reste des communes de préoccupation comme Corail et Pestel dans la Grand 'Anse, Thomassique, Cerca-la-source et Cerca-cavajal dans le Centre, Ferrier, Fort Liberté et Mombin crochu dans le Nord-est qui demeurent en une phase plus élevée en raison des impacts de la sécheresse et l'incapacité des populations les plus vulnérables de ces zones à faire face à la réduction de la production et de revenus complémentaires (comme par exemple petit commerce).

Evolution du coût nominal du panier alimentaire au niveau national

Le panier considéré dans le cadre de cette analyse est composé de 6 produits de base (riz, farine de blé, maïs, haricots, sucre et huile végétale) qui représentent 1870 kilocalories consommées par personne par jour. Il est constitué de telle sorte que 100 pourcent de consommation de calories proviennent de ces six produits alimentaires, ceci à cause du manque d'information pour d'autres produits, en particulier les fruits, les légumes, les racines et les tubercules. L'analyse du panier permet de suivre l'accès des ménages au panier de base dans le temps et dans l'espace. Ce panier de survie reflète surtout la consommation alimentaire des ménages les plus pauvres à faible niveau de revenu.

Comme on peut l'observer sur la figure ci-contre, la valeur du panier par personne est passée de 1266 en mars à 1305 ; 1300 et 1293 gourdes respectivement en avril, mai et juin soit **une hausse totale de 3 % par rapport au trimestre précédent.**

En rythme annuel, la valeur du panier a augmenté respectivement de +12 % ; +6 % et +6.4 % respectivement en avril, mai et juin soit **une hausse moyenne de 8 % pour le 2^e trimestre de l'année.**



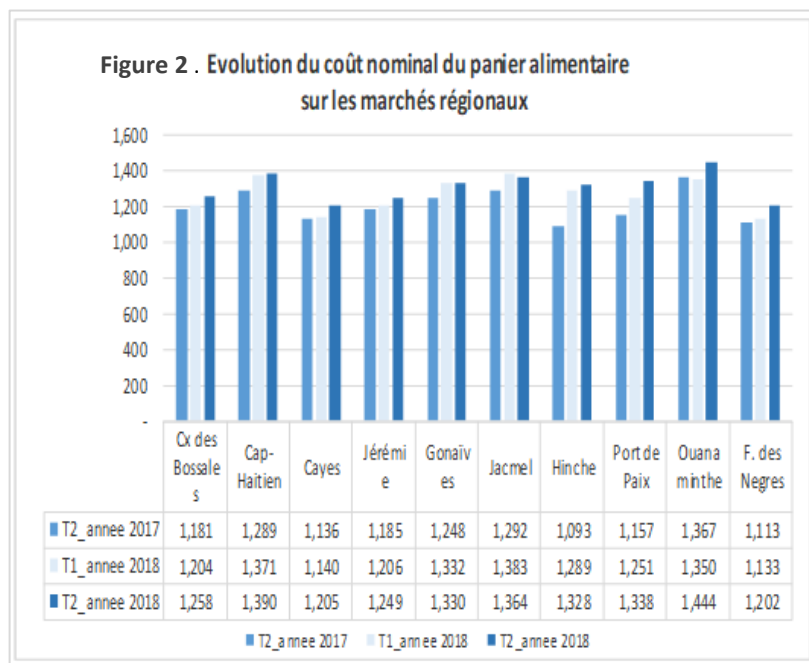
Source: CNSA, 2018

Evolution du coût nominal du panier alimentaire sur les marchés régionaux

En rythme annuel (2^e trimestre de 2018 par rapport au 2^e trimestre de 2017), les prix varient entre 5 % et 8 % sur tous les marchés, mis à part sur les marchés de Hinche et Port de Paix où la hausse est particulièrement plus élevée soit respectivement de +22 %, +16 %.

La hausse des prix plus élevée au niveau de Port-de-Paix pourrait être liée au mauvais état des infrastructures routières à l'origine au niveau de la ville de Hinche, elle pourrait être expliquée par l'augmentation des frais de douanes sur les produits importés de la République Dominicaine.

En rythme trimestriel (2^e trimestre de l'année 2018 par rapport au 1^{er} trimestre), la valeur du panier a cru de 3 % à 7 % sur les différents marchés régionaux, mis à part les marchés de Jacmel, du Cap-Haitien où le prix du panier est resté relativement stable, avec des variations ne dépassant pas 1 %.



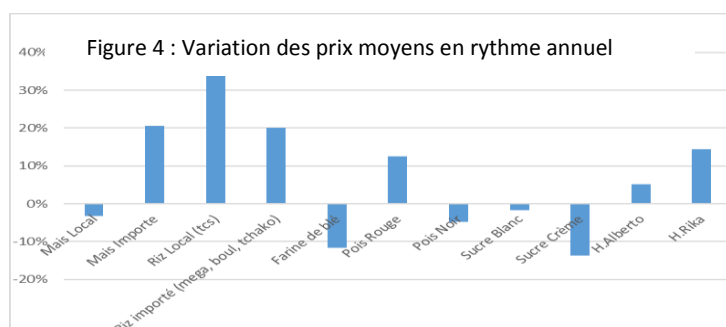
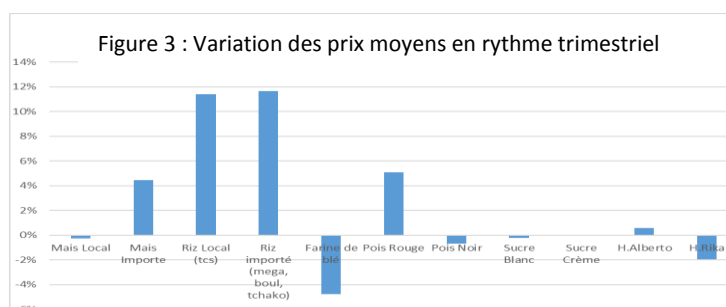
La valeur du panier demeure plus élevée sur les marchés d'Ouanaminthe (augmentation des frais de douane des produits provenant de la République Dominicaine) du Cap-Haitien et de Jacmel soit respectivement de 1444, 1390 et 1364 gourdes.

Tendance des prix des produits alimentaires sur le marché local

Le principal facteur qui détermine le coût du panier alimentaire est le prix des céréales qui représentent environ deux tiers de l'énergie consommée par jour par les ménages les plus pauvres.

Les prix des céréales (riz et maïs importé, riz local) et des légumineuses (Haricot importé) ont connu de plus fortes variations en rythme annuel et trimestriel.

Toutefois, les variations en glissement annuel (20 à 36 %) sont plus importantes que celles en glissement trimestriel (4 %). Il faut signaler que le riz local a connu la plus forte variation, soit une augmentation d'environ 36 %.



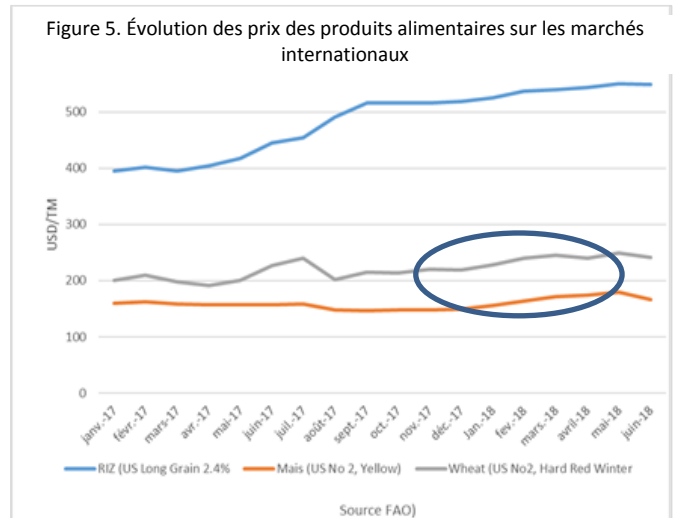
Source: CNSA, 2018

Tendance des prix des produits alimentaires sur le marché international

Le comportement des prix des produits importés sur le marché local est déterminé par divers facteurs, entre autres la tendance des prix au niveau du marché mondial et particulièrement les prix sur le marché américain, Haïti étant le 2^e principal client des ventes américaines du riz.

Le prix moyen pour le 2^{ème} trimestre de l'année de 2018 du riz « US 2/4 long grain » sur le marché américain maintient la tendance à la hausse. Il est passé d'environ 547 USD la tonne contre 534 USD le trimestre précédent et 422 USD le deuxième trimestre l'année 2017 soit une hausse de 30 % en rythme annuel et 3 % en rythme trimestriel. À l'instar du trimestre précédent, la hausse sur le marché international ne se reflète pas heureusement sur le marché national.

Ce fait pourrait être expliqué soit par une réduction des marges des importateurs et des grossistes ou à une probable stabilité dans la hausse de la production locale du riz et du maïs ou à une asymétrie dans la transmission des prix (coûts de transport, pouvoir de marché des intermédiaires commerciaux) ainsi qu'à une diversification des sources d'approvisionnement par exemple augmentation des importations en provenance vietnamienne.



Source: FAO, 2018

La hausse des prix du blé en rythme annuel est également relativement importante soit 18 % cependant pour le maïs la hausse est relativement modérée soit de 9 % par rapport au 2^{ème} trimestre de l'année dernière. En rythme trimestriel, les hausses sont respectivement de 2 % et 6 % respectivement pour le blé et le maïs.

Situation agricole et de Sécurité alimentaire

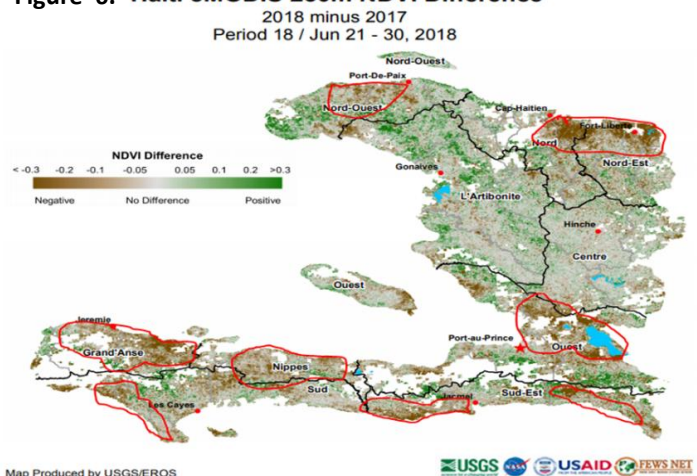
Situation de la production agricole

La campagne de printemps 2018 est appréciée globalement moyenne avec des poches de mauvaises récoltes par endroits en raison **d'un démarrage tardif et d'un arrêt prématuré de la saison pluvieuse dans certaines zones et d'un démarrage à temps (voire précoce) mais avec un arrêt prématuré de la saison (2^e/3^e décade de mai) dans d'autres zones.**

Pluviométrie- Dans certaines zones de montagnes, les pluies du mois de mars, d'avril et de mai, ont favorisé le semis des cultures, particulièrement, le maïs et le haricot. Cependant, les pluies ont été précocement interrompues. Les observations de la carte NDVI ci-dessous sont indiquant l'arrêt des pluies sont confirmées par les informations collectées sur le terrain. L'arrêt des pluies semble avoir **un impact plus ou moins considérable** au niveau de certaines zones notamment :

- Le Sud-Est (arrondissement de Belle Anse) ;
- La zone sèche d'agriculture et de pêche de la Grand-Anse Corail/ Pestel ;
- La plaine du Cul de Sac (Croix des Bouquets Thomazeau, Ganthier, Fonds Verettes) ;
- Le Bas Nord-Ouest en partie ;
- La Plaine du Nord (quartier Morin, Limonade, Terrier Rouge, Trou du Nord, Ferrier) ;
- La zone côtière du Sud (Roche à Bateau, Coteaux, Chardonnières).

Figure 6. Haiti eMODIS 250m NDVI Difference



Production agricole- Malgré l'arrivée tardive des pluies par endroit et le faible support en intrants (semences, fertilisants) et en outils, la superficie emblavée a, dans l'ensemble, augmenté par rapport à l'an dernier. Cependant, l'arrêt précoce des pluies au moment de l'épiaison du maïs et de la mise en gousse du haricot engendre des pertes importantes notamment dans le Sud (zones côtières), le Sud-Est (Belle Anse et même dans les zones humides), le Centre (Haut Plateau) et l'Ouest (Archaie, Thomazeau).

Dans les plaines irriguées et dans certaines montagnes humides (Grande 'Anse excepté Pestel et Corail), les perspectives de récoltes pour le maïs et le haricot sont assez bonnes. Contrairement aux importantes pertes enregistrées dans les récoltes de maïs et d'haricot dans les plaines et les montagnes sèches, les récoltes de racines, de tubercules et de la banane sont très satisfaisantes notamment dans la Grande 'Anse, dans le Sud et dans le Sud-est (Bainet et La vallée) ainsi que dans certaines communes du département du Nord-est et assez bonnes dans le reste du pays. En ce qui concerne la production rizicole, les récoltes varient de la moyenne à la normale. Sans l'attaque des rizières par des ravageurs (rats) elles pourraient être supérieures par rapport à celles de l'année précédente.

Quant aux fruits, malgré les forts vents enregistrés dans plusieurs départements affectant la floraison des arbres fruitiers particulièrement les manguiers, les récoltes des mangues, des avocats, des corossols, des melons, des cerises et d'autres fruits sont autour de la moyenne par rapport à cette même période de l'année dernière.

Elevage et pêche - En dépit de la persistance des maladies comme le New Castel, le teschen qui attaquent respectivement les volailles et les porcs, les cheptels sont en augmentation dans la majorité des zones, notamment dans le sud et dans la Grande 'Anse (sauf a Corail et Pestel). Globalement, l'état physique des animaux est normal grâce à une assez bonne disponibilité de fourrage favorisée par les pluies du mois d'avril et de mai.

Par contre, la tendance à la décapitalisation de certains ménages par la vente des animaux pour faire face à la période de soudure ainsi que pour les dépenses nécessaires à la mise en place de culture de la campagne agricole de printemps est maintenue, surtout dans le contexte de la réduction des appuis durant cette campagne. Les activités de pêche ont connu un certain ralentissement dans plusieurs zones, la FAO est en train d'implémenter un projet d'appui aux pêcheurs. Cependant, les retombées sont encore attendues.

Moyens économiques - La mauvaise performance de la récolte du maïs et du haricot (cultures rentières) affectent négativement les moyens économiques des agriculteurs particulièrement ceux qui ont vendu leurs bétails pour la réalisation des activités agricoles de la campagne de printemps. Ces derniers étant décapitalisés ne seront plus en mesure de payer la main-d'œuvre pour la campagne d'été.

Même si dans certains départements comme la Grande 'Anse et le Sud une meilleure disponibilité de la main-d'œuvre est constatée par rapport à l'année dernière en raison de la suspension des activités HIMO qui engageaient une quantité importante de la main-d'œuvre. Le prix de la main-d'œuvre affiche une légère tendance à la hausse. Particulièrement dans le Sud et la Grande 'Anse, les travailleurs agricoles réclament le même niveau de salaire que celui accordé par les activités HIMO qui sont généralement supérieurs au salaire habituellement payé pour les activités agricoles.

Les activités de petit commerce (agricole et non agricole) demeurent très importantes ainsi que la production et vente de charbon de bois qui est en augmentation dans certaines zones constituent une source importante de revenu pour beaucoup de ménages.

Situation actuelle de sécurité alimentaire (Juillet-Septembre 2018)

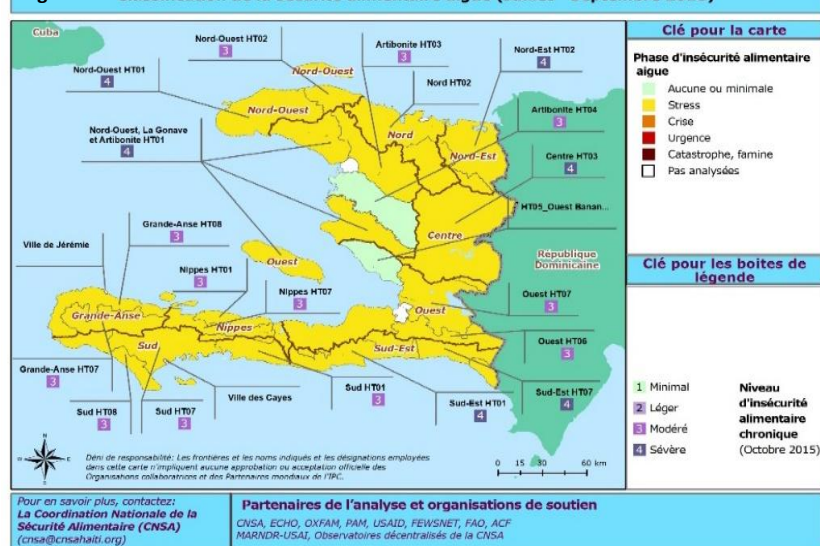
Disponibilité alimentaire et Sécurité alimentaire- L'offre des produits alimentaires locaux est très diversifiée et est en proportion quasiment égale aux produits importés au niveau de certains marchés dans la Grande 'Anse et dans le Sud. Contrairement aux maïs et aux haricots qui sont en faibles quantités, **les racines, les tubercules et la banane sont en quantités importantes** sur les différents marchés comparativement à l'année dernière. Outre les produits importés comme la farine et le sucre, les marchés sont aussi **approvisionnés par des fruits tels que les mangues, les avocats, les agrumes et autres fruits.**

Conformément à la tendance saisonnière normale, à l'exception du riz local, **les prix des produits alimentaires locaux affichent une tendance baissière** particulièrement pour les racines et les tubercules ainsi que pour la banane. À l'instar des prix des produits importés, **les prix du maïs et du haricot local demeurent relativement stables** sur les différents marchés et le taux d'inflation, même s'il demeure élevé, indique une tendance à la baisse durant les derniers mois. Bien que fragile, l'affermissement de la disponibilité et l'amélioration de l'accès signale une certaine amélioration des conditions de sécurité alimentaire dans certaines zones de moyens d'existence de la Grande 'Anse et du Nord-est qui étaient en crise (IPC phase 3) et qui sont maintenant passées en phase de stress (IPC phase 2). Il en est de même pour la zone de moyens d'existence Ouest banane et la plaine irriguée de l'Artibonite qui étaient en phase de stress (IPC phase 2) qui se sont améliorées en phase minimale (IPC phase 1).

À noter que même dans les zones de moyens d'existence où l'on observe une certaine amélioration de la situation de sécurité alimentaire, il existe encore certaines poches de préoccupation comme Corail/Pestel dans la Grande 'Anse, Thomassique, Cerca la Source et Cerca Cavajal dans le centre, Ferrier, Fort liberté et Mombin crochu dans le Nord-est qui pourraient être toujours maintenue en phase de crise en raison de la diminution du cheptel, et des superficies emblavées résultant de l'impact de la sécheresse. L'incapacité des populations les plus vulnérables de ces zones à faire face à la réduction de la production et de revenus complémentaires (comme par exemple petit commerce) explique aussi le maintien de ces zones en une phase plus élevée.

Comme on peut le constater dans la carte ci-dessus (Figure 7), toutes les autres zones qui étaient déjà en phase de stress maintiennent encore la phase 2 en raison de l'instabilité de la capacité des populations vulnérables à faire face soit à la réduction de la production, et/ou à la réduction de revenus complémentaires ainsi que la réduction de la consommation alimentaire en raison de la pression sur les revenus pour les besoins de la réouverture des classes. D'ailleurs, les récents évènements dus à la tentative de la hausse du prix des carburants qui se sont soldé par des actes de pillage et de casse des

Figure 7. Classification de la sécurité alimentaire aigue (Juillet - Septembre 2018)



Source : CNSA et Partenaires, 2018

Figure 8. Résumé du tableau de référence IPC de l'insécurité alimentaire

Phases d'insécurité alimentaire aigue	Description des phases
Phase 1 ou minimale	Au moins quatre ménages sur cinq sont capables de couvrir leurs besoins alimentaires et non alimentaires sans recourir à des stratégies d'adaptation inhabituelles, ni dépendre de l'aide humanitaire.
Phase 2 ou stress	Même avec l'aide humanitaire, au moins un ménage sur cinq dans la zone se trouve dans la situation suivante ou pire : une consommation alimentaire réduite et d'adéquation minimale mais incapacité de se permettre certaines dépenses non alimentaires essentielles sans s'engager dans des stratégies d'adaptation
Phase 3 ou de crise	Même avec l'aide humanitaire actuelle ou projetée, Le groupe de ménages a des déficits alimentaires considérables et souffre de malnutrition aigüe à des taux élevés ou supérieurs à la normale. Le groupe de ménages est à peine capable de couvrir le minimum de ses besoins alimentaires en épuisant les avoirs relatifs aux moyens d'existence, ce qui conduira à des déficits de consommation alimentaires

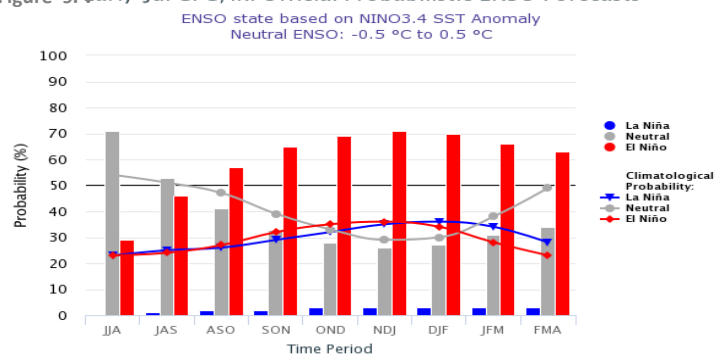
Source : IPC 2.0

entreprises au niveau de la zone métropolitaine provoquant des pertes d'emplois des salariés qui accentuent le chômage pourraient fragiliser davantage la situation de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

De plus, la classification de la situation de sécurité alimentaire (Voir Figure 7) demeure conditionnelle à l'absence des chocs comme le passage d'un ouragan/cyclone et la hausse du prix du carburant sur le marché national. Elle est aussi conditionnée par une certaine stabilité du taux de change de la gourde par rapport au dollar.

Enfin, selon les perspectives officielles de la CPC/IRI¹, la probabilité de renforcement du phénomène el niño est près de 50 % durant l'été et respectivement 65 % et 70 % durant l'automne et l'hiver. La persistance de la sécheresse durant la campagne d'été pourrait également impacter négativement le développement des cultures et par conséquent diminuer les perspectives de récoltes, ce qui renforce d'avantage la fragilité de la situation de sécurité alimentaire durant la période. Dans ce contexte, la situation de sécurité alimentaire doit être suivie de très près.

Figure 9. Early-Jul CPC/IRI Official Probabilistic ENSO Forecasts



Ce bulletin spécial est réalisé avec l'appui des Organismes suivants :



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE



Union Européenne



The views and opinions in this bulletin are those of the authors. They do not represent the views or opinions of the Economic Research Service or those of the U.S. Dept. of Agriculture, USAID, or the U.S. Government.

¹ <https://iri.columbia.edu/our-expertise/climate/forecasts/enso/current/>